

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**P R É F E C T U R E   D U   B A S - R H I N**

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

A R R E T E   P R E F E C T O R A L

Compagnie Rhénane de Raffinage à REICHSTETT  
Prescriptions complémentaires

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés sous pression ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 7 juillet 1959 et 22 décembre 1980 relatifs aux installations exploitées par la Compagnie Rhénane de Raffinage à REICHSTETT ;
- VU les dispositions découlant de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1990 portant approbation du Plan de Prévention Interne du site de REICHSTETT-VENDENHEIM ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 22 mai 1995 ;
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 6 juin 1995 ;
- APRES communication à la Compagnie Rhénane de Raffinage du projet d'arrêté ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

.../...

A R R E T E

**Article 1 :**

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs restent applicables pour autant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

**Article 2 :**

La **COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE** à REICHSTETT est responsable de la sécurité de l'exploitation de ses installations vis-à-vis des populations et de l'environnement et dans des conditions au moins égales à celles décrites dans l'étude de dangers du 16 juillet 1987 et de l'actualisation de cette étude en date du 18 février 1989 remise à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

En outre et en complément des mesures mentionnées dans les arrêtés des 7 juillet 1959 et 22 décembre 1980, la **COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE** respectera les prescriptions ci-après des articles 3 à 7 qui reprennent pour partie et dans leurs aspects les plus essentiels complètent et/ou précisent les engagements de l'exploitant contenu dans son étude de dangers.

**Article 3 :**

Les installations existantes et leur exploitation sont conformes aux dispositions des règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés annexées à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 dans les limites énoncées à l'article 2 dudit arrêté et applicables aux installations autorisées antérieurement au 1er janvier 1973.

Les dispositions du présent arrêté le complètent pour ce qui concerne la maîtrise des risques de fuite, de dérive d'un nuage de gaz combustible, d'incendie et d'explosion.

Les plans de référence pour l'application du présent arrêté sont constitués des documents ci-après :

1) plan masse	plan n° ST0000P99 450 01
2) réseau incendie	plan n° ST2500P99 410 08
3) cheminement et isométrie produits	plan n° ST1200S99 410 04 ST1200S99 410 05 ST1200S99 410 06 ST1200S99 410 07
4) plan des zones classées	plan n° ST0000P99 451 38
5) zones de stockage et voies de circulation	plan n° ST0000P99 450 01 folio 55
6) détecteurs de gaz	plan n° ST1200P97 400 38 ST200P97 400 39
7) réseau électrique	plan n° STU021P98 264 04 STU021P98 264 06 STU034P97 278 01 STU034P97 278 02 STU012P97 308 01

Ces documents seront tenus à la dispositions de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4 : Distances d'isolement autour des réservoirs de gaz combustible liquéfié**

La **COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE** est tenue d'informer le Préfet de tout projet parvenu à sa connaissance et susceptible à l'intérieur d'une zone circulaire de 1 400 m, dont le rayon est mesuré à partir des parois des réservoirs de gaz combustibles liquéfiés, d'affecter les éléments d'information fournis par l'exploitant dans son étude d'impact ou son étude de dangers :

- pour les locaux à usage d'habitation ou activités divers occupés par des tiers,
- pour les parkings publics,
- pour les aménagements du réseau ferré ouvert au transport de voyageurs,
- pour les établissements recevant du public comme défini dans l'arrêté du Ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité dans les établissements recevant du public et les aéroports,

- pour les campings-caravanings,
- pour les immeubles de grande hauteur au sens de l'article R 122-2 du Code de la Construction et de l'habitation,
- pour les autoroutes et les routes à grande circulation conformément à l'article R 26 du Code de la route et dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules/jour,
- pour les accès au dépôt, y compris ceux d'urgence pour les engins des sapeurs-pompiers.

Afin de préserver au mieux la destination de cette zone de protection, l'exploitant affectera les terrains sur lesquels il détient des droits de location ou d'occupation et qui sont situés dans ladite zone à des usages excluant les locaux à destination d'habitation (hors gardiennage) ou d'activités de tiers non liées au stockage et à la manipulation de GPL. En cas de cession de ces terrains, l'exploitant, comme le prévoit l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, en informera sans délai le Préfet.

## **Article 5 : Prescriptions techniques générales relatives aux réservoirs sphériques**

### **5.1. Description des réservoirs et de leur équipement d'exploitation :**

Le dépôt comprend :

- 3 sphères (T 601, T 602, T 603) de 623 m<sup>3</sup> de propane,
- 2 sphères (T 604, T 605) de 1 558 m<sup>3</sup> de propane,
- 2 sphères (T 611, T 612) de 1 975 m<sup>3</sup> de butane,
- 2 sphères (T 613, T 614) de 2 034 m<sup>3</sup> de butane,

chacun de ces ensembles de sphères étant dans des cuvettes de rétention distinctes.

Ce dépôt est alimenté par les unités de fabrication à partir de 2 lignes de propane et de 2 lignes de butane et est relié aux Etablissements BUTAGAZ et ELF-ANTARGAZ par respectivement 6 et 2 lignes.

Le détail de l'équipement des sphères et lignes précédentes en organes de sécurité et appareils d'exploitation est mentionné sur le plan "cheminement et isométrie produits" identifié à l'article 3.

### **5.2. Prévention des fuites de gaz :**

#### ***5.2.1. Prévention du suremplissage des réservoirs***

Le suremplissage sera prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide.

Le niveau de remplissage de chaque réservoir sera mesuré en continu, le résultat de la mesure étant reporté en temps réel au poste de travail du préposé et en salle de contrôle.

Chaque réservoir sera équipé au minimum des deux seuils de sécurité suivants :

- un seuil "haut" correspondant à la limite de remplissage en exploitation, laquelle ne peut excéder 90 % du volume du réservoir,
- un seuil "très haut" correspondant au remplissage maximal de sécurité, lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement du niveau "très haut" sera détecté par deux systèmes distincts et redondants. La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraînera la mise en sécurité.

Les stockages étant liés aux unités de fabrication en continu et par application de l'article 13 de l'arrêté du 10 mai 1993, les dispositions suivantes seront respectées :

- la détection du niveau "haut" provoquera une alarme en salle de contrôle ;
- la détection du niveau "très haut" agira sur la fermeture de la vanne de coulage de la sphère concernée et provoquera une alarme en salle de contrôle. Une instruction (référence I-RVEX-215) tenue à la disposition de l'inspection des installations classées définira clairement les opérations que doit effectuer l'opérateur pour détourner les coulages et pour la mise en sécurité du parc de stockage.

#### *5.2.2. Prévention des surpressions*

Chaque réservoir sera équipé en toutes circonstances (hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien) de deux soupapes au moins montées en parallèle et tarées pour avoir une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service.

Si  $n$  est le nombre de soupapes,  $(n - 1)$  soupapes doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que, en toutes circonstances, et notamment en cas de suremplissage d'une part, en cas d'échauffement dû à l'incidence sur le réservoir du flux thermique dégagé par un incendie d'autre part, conformément aux dispositions de l'article 315.5 des règles d'aménagement et d'exploitation des hydrocarbures liquéfiés, la pression à l'intérieur du réservoir n'excède pas plus de 10 % la pression maximale en service.

Toutes les sphères seront équipées d'une soupape en réserve sur place (interlockée).

Chaque réservoir sera équipé d'un dispositif de mesure de pression.

#### *5.2.3. Surveillance et clôture*

L'ensemble du site sera clôturé par un ensemble grillagé de 2,5 m de hauteur au moins.

L'ensemble du site sera surveillé de façon à prévenir les intrusions. Cette surveillance sera adaptée aux circonstances de lieu et de moment et aux risques potentiels.

### 5.3. Limitation et contrôle des fuites de gaz :

#### 5.3.1. *Détection*

Des détecteurs seront installés afin de pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. Leur implantation tiendra compte des caractéristiques des gaz à détecter, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement.

L'exploitant établira un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement des capteurs, les seuils de concentration efficaces et les appareils asservis à ce système.

L'exploitant complètera le réseau des capteurs actuellement en place (un sous chaque sphère, un sous la clarinette de distribution [hors cuvette] par sphère et un dans la pomperie gaz) par 1 détecteur dans le caniveau pomperie, par 6 détecteurs sur les garnitures de pompe et par 1 détecteur dans le puits.

Ces nouveaux capteurs seront installés au plus tard le 31 décembre 1996.

#### 5.3.2. *Asservissement, commande*

##### 5.3.2.1. 1er niveau de détection

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à 20 % de la L.I.E., les détecteurs agiront sur des alarmes sonores perceptibles par les personnels concernés.

##### 5.3.2.2. 2ème niveau de détection

En application de l'article 13 de l'arrêté du 10 mai 1993 (réservoirs liés aux unités de fabrication en continu), l'ensemble des installations de GPL sera mis en sécurité automatique après détection d'une concentration de gaz égale à 50 % de la L.I.E. sur deux détecteurs du réseau visés à l'article 5.3.1. du présent arrêté. Cette mise en sécurité consistera en la fermeture des vannes automatisées sur les canalisations de transfert, en l'arrêt des pompes, compresseurs, moteurs et alimentations en énergie autres que celles nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité et d'intervention.

Cette mise en sécurité de la zone sphères pourra être effectuée par la salle de contrôle afin d'éviter tout déclenchement intempestif (légère fuite, purge...).

5.3.2.3. En application de l'article 13 de l'arrêté du 10 mai 1993, ces équipements et dispositions devront être opérationnels au plus tard le 22 juin 1998.

#### 5.3.3. *Arrêt des fuites*

La quantité de gaz susceptible de s'écouler à l'occasion d'une fuite sur une canalisation raccordée à la phase liquide d'un réservoir sera limitée par la vanne à sécurité positive Shand & Jurs (actuellement à l'extérieur de la cuvette de rétention) qui sera ramenée au plus près du piquage de fond, compte tenu des contraintes métallurgiques et techniques.

Une étude de motorisation à sécurité positive des vannes de coulage (placées hors cuvette de rétention) sera transmis au plus tard le 31 décembre 1995 à l'inspection des installations classées, avec un échéancier de réalisation.

Ces vannes seront asservies aux détecteurs de gaz conformément à l'article 5.3.2. et manoeuvrables à distance.

Ces vannes devront être opérationnelles au plus tard le 31 décembre 1996 sur les sphères T 601, T 602, T 603, T 611 et T 612 et au plus tard le 31 décembre 1998 sur les sphères T 604, T 605, T 613 et T 614.

#### *5.3.4. Rétention des écoulements liquides*

Chaque réservoir sera doté d'un dispositif de rétention répondant aux caractéristiques suivantes :

- a) sol en pente sous les réservoirs ;
- b) réceptacle éloigné des réservoirs tel que le flux thermique d'un feu de cuvette ne soit pas préjudiciable pour leur intégrité. Ce réceptacle pourra être commun à plusieurs réservoirs sauf incompatibilité entre produits ;
- c) proximité des points de fuite potentiels telle que l'essentiel du gaz s'écoulant en phase liquide soit recueilli ;
- d) capacité du réceptacle tenant compte des conclusions de l'étude de danger et au moins égale à 20 % de la capacité du plus gros réservoir desservi ;
- e) surface aussi faible que possible du réceptacle pour limiter l'évaporation.

#### 5.4. Limitation des effets thermiques :

##### *5.4.1. Utilisation de mousse*

Les cuvettes de rétention associées à des réservoirs de butane seront équipées de déversoirs de mousse à poste fixe.

Cette disposition devra être opérationnelle avant le 31 mars 1996.

##### *5.4.2. Protection thermique des réservoirs*

Les réservoirs seront protégés de l'effet thermique résultant d'un incendie par un ruissellement uniforme d'eau avec un débit minimal de 8,5 litres par m<sup>2</sup> et par mn, ou par tout dispositif d'efficacité équivalente, sur leur paroi ainsi que sur tout élément et équipement nécessaire au maintien de leur intégrité. Le dispositif d'arrosage sera installé à demeure sur le réservoir et devra rester opérationnel en cas de feu de cuvette.

Le débit précité devra pouvoir être maintenu sur le réservoir en feu et sur les réservoirs exposés au feu pendant au moins 2 h. Toute ressource en eau ne permettant pas de fournir de débit précité pendant 4 h doit pouvoir être secourue avec des moyens tenus à la disposition de l'établissement.

Les équipements devront être opérationnels avec les débits indiqués avant le 22 juin 1998.

#### *5.4.2. Asservissement, commande*

Le refroidissement des réservoirs sera asservi au moins à une détection feu. En outre, l'arrosage de chaque sphère pourra être commandé et le débit d'arrosage pourra être modulé à partir d'un point où les opérateurs sont en sûreté.

Une étude sur l'asservissement du refroidissement sera transmise au plus tard le 31 décembre 1995 à l'inspection des installations classées.

Les dispositions et équipements correspondants seront opérationnels au plus tard le 22 juin 1998.

### **Article 6 : Prescriptions générales d'exploitation**

#### **6.1. Organisation en matière de sécurité :**

##### *6.1.1. Définitions préalables*

La sûreté est définie comme l'ensemble des dispositions à prendre pour assurer dans son installation le fonctionnement normal, prévenir les accidents ou actions de malveillance, et en limiter les effets.

L'exploitant établira la liste des paramètres et équipements importants pour la sûreté, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

##### *6.1.2. Organisation en matière de sécurité*

L'exploitant mettra en place une organisation en matière de sécurité, notamment au niveau des paramètres et équipements importants pour la sûreté.

Cette organisation mettra en oeuvre un ensemble contrôlé d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés.

Cette organisation comprendra :

1. pour les équipements importants pour la sûreté, un programme du suivi de la construction, de maintenance, d'inspection et d'essais ... ;



2. les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ;
3. les consignes de conduite pour chaque installation (situation normale, situation dégradée, essais périodiques, y compris la qualification des effectifs permanents affectés à ces tâches) ;
4. la procédure de modification des équipements importants pour la sûreté et de mise à jour des documents précités.

#### *6.1.3. Retour d'expérience*

L'exploitant établira un rapport annuel d'analyse des incidents et accidents ayant placé l'installation dans une situation dangereuse ou susceptible de l'être, assorti des enseignements tirés ou actions nécessaires pour y remédier.

#### *6.1.4. Information de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement*

Les documents correspondants aux points 1 à 4 de l'article 6.1.2. ci-dessus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le document annuel relatif au retour d'expérience sera transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, ainsi qu'un rapport de synthèse sur l'état d'avancement et les résultats de son organisation en matière de sécurité.

Par ailleurs, et à l'occasion de chaque événement significatif, l'exploitant informera dans les plus brefs délais l'inspection des installations classées. Seront mentionnés la date et l'heure de l'événement, la situation de l'installation au moment de l'événement, le ou les matériels concernés, les conséquences éventuelles, les actions immédiates entreprises, une première analyse des causes possibles et enfin la situation de l'installation au moment de l'information.

Au plus tard un mois après l'événement, un rapport détaillé sur l'événement, reprenant les éléments ci-dessus, éventuellement étayés par des enregistrements, sera transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Ce document comprendra au moins les éléments d'informations suivants :

- date et heure de l'événement,
- matériels concernés,
- chronologie des événements,
- analyse des causes et effets,
- dispositions prises immédiatement,

- dispositions prises ou à prendre avec l'échéancier correspondant pour éviter que l'événement ne se reproduise ou pour en maîtriser ses conséquences.

Les autres événements, n'ayant pas conduit à une situation incidentelle, mais qui auraient pu y conduire, s'ils s'étaient déroulés dans une autre condition de fonctionnement normal, seront collectés et feront l'objet d'un bilan annuel qui sera transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

## 6.2. Etude des dangers et POI :

L'exploitant établit un plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction départementale de la protection civile, à l'inspection des installations classées et au Service d'incendie et de secours compétent. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

L'exploitant met régulièrement à jour, sous sa responsabilité, l'étude des dangers et le plan d'opération interne qui sont adressés à la Préfecture.

L'intervalle de temps entre deux mises à jour de l'étude de dangers ne pourra excéder 4 ans.

La première mise à jour sera à remettre au plus tard fin 1996.

Les éléments de nature à entraîner notamment la divulgation de secrets de fabrication ou à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques pourront être transmis dans les conditions prévues à l'article 5, dernier alinéa, du décret du 21 septembre 1977 modifié.

## 6.3. P.P.I. et information du public :

### 6.3.1. Dispositions en cas d'accident

En cas d'accident l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de la loi du 22 juillet 1987 et du décret du 6 mai 1988.

Ces mesures sont contenues dans le PPI applicable conjointement à l'établissement, au centre remplisseur BUTAGAZ de REICHSTETT et au dépôt ELF-ANTARGAZ de REICHSTETT, annexé à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1990 (Titre III de la partie "Risques Gaz de Pétrole Liquéfié" - Mesures incombant aux exploitants) rendant applicable ledit P.P.I.

### 6.3.2. Mesures d'alerte

Pour la bonne application du P.O.I. de l'établissement et du P.P.I. :

- un gardiennage du site est assuré, en continu sous la responsabilité de l'exploitant,
- l'une des six sirènes du réseau d'alerte POI de la C.R.R. sera implantée dans le dépôt GPL exploité par la C.R.R. L'exploitant procèdera et vérifiera périodiquement le bon fonctionnement de cette sirène ;
- l'ensemble du site de REICHSTETT-VENDENHEIM est équipé dans le cadre du P.P.I. d'une sirène à modulation permettant d'alerter la population ainsi que les activités industrielles et commerciales avoisinantes concernées par les effets d'un accident technologique à risque majeur selon le signal national d'alerte défini par le décret n° 90-394 du 11 mai 1990.

La puissance de la sirène doit permettre de garantir l'audibilité de l'alerte pour la population dans un rayon de 1 500 m autour du site et tient compte des bruits émis localement (bruit occasionné par la circulation, une activité industrielle ...). Il sera procédé périodiquement, conformément à l'article 16 du décret n° 90-394 du 11 mai 1990, à la vérification du bon fonctionnement de cette sirène.

- une convention entre l'établissement, le centre remplisseur BUTAGAZ et le dépôt ELF-ANTARGAZ de REICHSTETT précise, conformément au préambule de la partie "Risque Gaz de Pétrole Liquéfié" les responsabilités de chacun en matière d'alertes interne et externe, d'organisation de l'intervention et du commandement et d'information du public.

### 6.3.3. Information du public :

En application de la loi de 1987 et du décret de 1988 et conformément aux dispositions du P.P.I. précités, l'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident et d'actualiser régulièrement la brochure d'information prévue dans le P.P.I.

Toujours conformément au P.P.I., l'exploitant prend des mesures particulières d'information des élus, des riverains immédiats de l'usine et de certaines catégories de population, sur l'activité de l'établissement, les risques qu'il présente, les modalités de l'alerte et la conduite à tenir en cas d'accident.

Ces mesures d'information peuvent revêtir la forme de conférences ou visites commentées de l'établissement effectuées à l'initiative de l'exploitant et devront être renouvelées dans un délai d'un an après remise à jour de l'étude de dangers. Le préfet (Protection civile) sera informé des séances d'information effectuées.

#### 6.4. Exercices :

Il est procédé à une fréquence au minimum annuelle à des exercices POI qui devront être préparés et exécutés avec le personnel de l'établissement et les secours publics. Chaque personne travaillant régulièrement dans l'établissement ne devra pas rester plus de trois ans sans avoir participé à un tel exercice d'alerte.

A l'occasion de chaque exercice effectué en application des dispositions du présent article, un bilan sera adressé à la préfecture et à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de deux mois à partir de la date de l'exercice.

#### Article 7 : Protection de l'établissement contre la foudre

L'exploitant remettra à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspection des installations classées, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'étude préalable mentionnée au paragraphe 2.1.3. de la norme NF C 17.100 réalisée selon les dispositions indiquées à l'article 2 de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre.

La mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993 devra être réalisée avant le 31 décembre 1997.

#### Article 8 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

#### Article 9 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de REICHSTETT et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### Article 10 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

#### Article 11 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,  
le maire de REICHSTETT,  
les inspecteurs des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
dont ampliation sera notifiée à la société requérante.

Strasbourg, le

15 JAN. 1996

POUR AMPLIATION  
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,  
P. Le Chef de bureau



Corinne BOTZONG



LE PREFET  
Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut être  
déférée qu'au tribunal administratif.  
Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.